



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

## bourses de valeurs

Question au Gouvernement n° 258

### Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Henry Chabert.

M. Henry Chabert. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adressait à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Son absence non prévue le dispensera de me répondre ! Peut-être est-elle liée aux remontrances que lui a faites récemment Mme Aubry (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)...

M. Christian Bourquin. Zozo !

M. Henry Chabert. ... lorsqu'il a émis certaines réserves sur les trente-cinq heures ? J'observe d'ailleurs qu'il n'est pas le seul à gauche à émettre des réserves, puisque Mme Lienemann écrit sur le sujet: «C'est le projet Aubry qui, au bout du compte, ne permettra ni le progrès social ni la création d'emplois, qui va discréditer la gauche plurielle.» (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

J'en viens, monsieur le président, à ma question.

La crise monétaire qui a secoué quelques-uns des pays asiatiques ne sera pas sans conséquences sur l'économie mondiale, donc française, même si, sur les marchés asiatiques, la France est encore peu présente, ne serait-ce que par l'effet des dévaluations pratiquées par certains de ces pays sur leur monnaie, ce qui les rend plus compétitifs.

Sans dramatiser la portée de ces conséquences, elles ne peuvent être ignorées. Je rappelle qu'en 1992, les conséquences de la crise de la lire et de la livre avaient été estimées à environ 5 milliards de francs. Elles ont été en réalité de 40 milliards de francs.

Par son effet de déflation externe, qui s'ajoute à la politique de déflation interne que vous conduisez, la croissance en 1998 risque d'être inférieure à 3 % dans des proportions que les experts évaluent entre 0,2 et 0,5 %, ce qui aurait de graves conséquences pour notre pays.

Ma question était de savoir quel est l'impact prévu de la situation asiatique sur le commerce extérieur de notre pays, à l'export comme à l'import, et accessoirement sur les charges supplémentaires qui pourraient en résulter pour l'assurance crédit et pour la COFACE. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, vous comprendrez aisément qu'il soit préférable pour un secrétaire d'Etat au commerce extérieur d'être à l'extérieur lorsque son devoir l'y appelle ! Vous l'excuserez de ne pas être ici. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

M. André Santini. Bravo, monsieur le ministre !

M. Christian Jacob. Mme Aubry le terrorise !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. En réalité, votre question ne s'adressait pas à lui puisqu'elle portait sur la croissance.

Il est d'ailleurs judicieux de la poser semaine après semaine - ce à quoi vous ne manquez pas ! - puisque la situation évolue régulièrement en Asie; je pense que vous la suivez avec autant d'attention que le Gouvernement.

Comme vous l'avez dit, on peut craindre que la situation en Asie, que le FMI s'efforce de contrôler mais qui

connaît chaque jour de nouveaux développements, ne soit pas sans conséquences sur le taux de croissance de ces pays. Sans doute faut-il s'attendre à ce que, l'année prochaine, il y ait, dans ces pays qui connaissent jusqu'alors des taux de croissance de l'ordre de 7 %, 8 %, 9 %, un ralentissement qui, pour nous, serait encore bien heureux, mais qui les ramènerait vers des taux de croissance de l'ordre de 4 %.

Ces pays représentent 4 % à 5 % de notre commerce extérieur. Dans cette mesure, ce ralentissement aura une influence sur notre commerce extérieur à la hauteur de ce qu'ils représentent dans nos exportations.

A l'inverse, vous avez sans doute constaté, comme nous, que le ralentissement de l'économie américaine était moins rapide que ne le prévoyait le texte de la loi de finances.

Par conséquent, aujourd'hui, l'équilibre international dans lequel nous sommes a changé. Il s'est partiellement déplacé de l'Asie vers l'Amérique du Nord, mais la demande externe qui nous sera adressée sera sans doute la même que celle qui, pour le moment, a été prévue. Si, dans les jours qui viennent, de nouveaux développements devaient apparaître, peut-être serions-nous alors conduits à reprendre cette discussion. Pour le moment, le nouvel équilibre qui s'établit entre la croissance en Amérique du Nord et celle qui existe en Asie ne me semble pas devoir changer la demande extérieure.

Vous avez, dans une incise, parlé de politique de déflation interne. Je pense que votre langue a fourché puisque vous aurez constaté comme moi, au vu des derniers chiffres, que la consommation a atteint des taux de croissance qu'elle n'a pas connus depuis de nombreuses années et qu'en d'autres temps vous auriez eu à coeur de saluer avec un peu plus d'enthousiasme. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Henry Chabert](#)

**Circonscription :** Rhône (2<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement pour la République

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 258

**Rubrique :** Marchés financiers

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 11 décembre 1997, page 7269

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 décembre 1997